

Pour le 6ème échelon :

Khemaïs Berini, à compter du 19 mars 1973

Pour le 2ème échelon :

Rachid Chenchah, à compter du 9 novembre 1973

Commis d'Administration

Pour le 14ème échelon :

Abderrazak ben M'Rad, à compter du 16 novembre 1973

Pour le 11ème échelon :

Mokhtar Achour, à compter du 18 janvier 1973

Neïla Bramli, à compter du 16 août 1973

Pour le 9ème échelon :

Mohamed Fathallah, à compter du 1er février 1973

Moncef ben Aziza, à compter du 1er mai 1973

Pour le 8ème échelon :

Hédi Allani, à compter du 1er janvier 1973

Mohamed Leïaïef, à compter du 1er février 1973

Moncef Meksi, à compter du 1er février 1973

Tahar Boughatas, à compter du 1er mai 1973

Béchar ben Ali, à compter du 1er juillet 1973

Lafif Moalla, à compter du 1er décembre 1973

Pour le 7ème échelon :

Abdelhamid Bel'gacem, à compter du 1er janvier 1973

Hamda Charksi, à compter du 1er janvier 1973

Ahmed Bellaïef, à compter du 1er avril 1973

Rachid Gharbi, à compter du 1er mai 1973

Lalifa Allagui, à compter du 1er juin 1973

Mabrouka Chouchane née Melliti, à compter du 1er juillet 1973

Abdelkerim Jabnoun, à compter du 1er juillet 1973

Salah Khamaria, à compter du 16 novembre 1973

Dalila Mestiri, à compter du 17 novembre 1973

Habib Achoura, à compter du 1er décembre 1973

Pour le 6ème échelon :

Abdellatif Alouini, à compter du 1er janvier 1973

Fatma Hamza née Fredj, à compter du 1er janvier 1973

Faouzia Hayder, à compter du 1er avril 1973

Mohamed Naceur Adjni, à compter du 16 mai 1973

Sadok Mejri, à compter du 16 mai 1973

Amor Mejdî, à compter du 16 mai 1973

Majida Abdennader née Hachicha, à compter du 5 juin 1973

Abdelwaheb Djalouli, à compter du 1er juillet 1973

Hassen Azouzi, à compter du 1er juillet 1973

Borni Mizouni, à compter du 1er juillet 1973

Abdelwaheb Akremi, à compter du 1er juillet 1973

Mohamed ben Youssef Gharbi, à compter du 1er août 1973

Latifa Fares, à compter du 3 décembre 1973

Pour le 5ème échelon :

Hajer Chikhaoui, à compter du 4 janvier 1973

Ahmed Ferchichi, à compter du 4 janvier 1973

Mohamed Zorgati, à compter du 4 janvier 1973

Abdelmajid M'Nasseri, à compter du 22 mars 1973

Mohamed ben Smida, à compter du 1er avril 1973

Mohamed Nouri Cheibi, à compter du 11 juin 1973

Noureddine Guizani, à compter du 1er novembre 1973

Mohamed Hanafi, à compter du 9 novembre 1973

Boubaker Lamfendaoui, à compter du 23 décembre 1973

Dactylographe

Pour le 8ème échelon :

Najet Dissem, à compter du 1er juin 1973

Pour le 7ème échelon :

Chérifa Laghouail née Bouzaine, à compter du 1er octobre 1973

Pour le 6ème échelon :

Naïma Meddeb, à compter du 1er juillet 1973

Ja'ïla Chanoufi née Hsairi, à compter du 1er juillet 1973

Zeïneb Turki, à compter du 1er octobre 1973

Slaheddine Sfar, à compter du 16 octobre 1973

Ali ben Bel'gacem Ellafi, à compter du 1er décembre 1973

Pour le 5ème échelon :

Faouzia Skander, à compter du 1er janvier 1973

Najet Abbès, à compter du 1er mai 1973

Fatma Fellah née Ferchichi, à compter du 16 juin 1973

Souad ben Néji née Dallalou à compter du 1er septembre 1973

Hajeb

Pour le 14ème échelon :

Hédi ben Kram, à compter du 1er janvier 1973

Pour le 13ème échelon :

Ahmed Seghaïer Agrebi, à compter du 1er janvier 1973

Pour le 12ème échelon :

Salah ben Ali Abed, à compter du 16 octobre 1973

Pour le 11ème échelon :

Mohamed Tahar Mizouni, à compter du 1er décembre 1973

Pour le 10ème échelon :

Ammar Turki, à compter du 1er janvier 1973

Moheddine Kefi, à compter du 1er janvier 1973

MINISTRE DE L'AGRICULTURE

ASSOCIATIONS D'INTERET COLLECTIF

Décret n° 73-132 du 27 mars 1973, portant constitution et organisation de l'Association d'Intérêt Collectif de Gouifla.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne;

Vu le décret du 5 août 1933, portant règlement sur la conservation et l'utilisation des eaux du Domaine Public, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 30 juillet 1936, portant organisation des Groupements d'Intérêt Hydraulique, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu la loi n° 61-12 du 27 mai 1961, portant fixation pour les budgets des communes et organismes assimilés, de la date d'ouverture de l'exercice financier et de sa période complémentaire et notamment son article 5;

Vu le décret n° 67-52 du 16 février 1967, portant réorganisation du Groupement d'Intérêt Hydraulique de Gafsa;

Vu le décret n° 63-23 du 21 janvier 1963, relatif aux attributions du Secrétaire d'Etat à l'Agriculture concernant les Groupements d'Intérêt Hydraulique, les Syndicats d'Arrosages et les Associations Spéciales;

Vu la demande de constitution formulée par les propriétaires de Gouifla;

Vu l'avis des Ministres des Finances et de l'Agriculture;

Décrétons :

TITRE PREMIER

DEFINITION ET OBJET

DE L'ASSOCIATION D'INTERET COLLECTIF

DE GOUIFLA

Article Premier. — Création de l'Association

Il est créé une Association d'Intérêt Collectif à Gouifla dénommée « Association d'Intérêt Collectif de Gouifla ».

Cette Association sera administrativement rattachée au Groupement d'Intérêt Hydraulique de Gafsa réorganisé par le décret susvisé n° 67-52 du 16 février 1967.

Article 2. — Définition des Associés

Font partie de l'Association, tous les propriétaires ou détenteurs d'immeubles de la région de Gouifla situés à l'intérieur du périmètre défini par le plan parcellaire annexé au présent décret et qui sont intéressés à un titre quelconque par les travaux définis à l'article 4.

La qualité d'associé ainsi que les obligations qui dérivent de la formation de l'Association sont attachés aux immeubles

légalement reconnu et non à la personne du propriétaire ou détenteur. Elles suivent l'immeuble dans quelques mains qu'il passe et ne peuvent disparaître que par la dissolution de l'Association.

Le projet de constitution de l'Association a été soumis à l'enquête de 30 jours prévue par l'article 44 du décret susvisé du 5 août 1933. Cette enquête entraîne vis à vis des propriétaires ou détenteurs des immeubles inclus dans le périmètre de l'Association, les obligations, droits et forclusions visés aux articles 50 et 51 du décret susvisé du 5 août 1933.

Après expiration du délai de deux mois qui suivra la publication au *Journal Officiel de la République Tunisienne*, du présent décret, aucun des propriétaires des immeubles compris dans le périmètre de l'Association ne pourra contester sa qualité d'associé.

Article 3. — Objet de l'Association

L'Association d'Intérêt Collectif de Gouifla a pour objet :

- 1°) de prendre en charge les ouvrages de captage et d'adduction énumérés à l'article 4.
- 2°) de créer de nouveaux ouvrages en complément des ouvrages précédents.
- 3°) d'étudier et de réaliser tous travaux hydrauliques d'intérêt privé collectif qui peuvent être envisagés pour mettre en valeur les terrains compris à l'intérieur du périmètre de l'Association.
- 4°) d'entretenir les ouvrages ci-dessus et, en général, de les maintenir en état de jouer le rôle qui leur a été dévolu d'assurer leur bon fonctionnement et de prévoir leur renouvellement.
- 5°) de rembourser à l'Etat le montant exact des avances consenties par celui-ci à l'occasion des travaux ou ouvrages remis à l'Association.

Le remboursement sera effectué dans les conditions acceptées par l'Association, soit en 20 annuités sans intérêt. Chaque annuité fera l'objet d'une inscription obligatoire, en dépenses, au budget de l'Association, le versement correspondant sera effectué, au Trésor, en fin d'exercice.

Les installations remises à l'Association ne deviendront sa propriété qu'après remboursement complet des avances faites par l'Etat.

Jusqu'à ce terme, elle n'en aura que la jouissance.

6°) de se faire concéder suivant les décrets et règlements en vigueur, les eaux qui sont nécessaires à l'irrigation à l'exception de celles qui seraient réservées en vue de l'alimentation publique.

Article 4. — Enonciation des travaux et ouvrages

Les ouvrages existants pris en charge par l'Association sont les suivants :

- Forage Birh : 5676/5 a été créé le 26 février 1962;
- Réseau d'irrigation.

La valeur des installations remises à l'Association se monte à :

— Forage	24.000.000
— Réseau d'irrigation	15.000.000
Total	39.000.000

Les modalités de remboursement à l'Etat des avances consenties à l'Association seront fixées par arrêté du Ministre de l'Agriculture, en accord avec le Conseil d'Administration du Groupement d'Intérêt Hydraulique de Gafsa et de l'Association d'Intérêt Collectif de Gouifla.

TITRE II

FONCTIONNEMENT ET ADMINISTRATION

Article 5. — Principe de gestion administrative

L'Association d'Intérêt Collectif de Gouifla sera administrée suivant les conditions du décret susvisé du 30 juillet

1936 et notamment ses articles 7, 8, 9, 11b et ses articles 12 à 21.

Article 6. — Domicile de l'Association

L'Association d'Intérêt Collectif de Gouifla élit domicile au siège du Gouvernement de Gafsa.

Article 7. — Comité de Direction

En plus du Directeur de l'Association le Comité de Direction comprendra trois membres.

Article 8. — Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration de l'Association est présidé par le Président du Conseil d'Administration du Groupement d'Intérêt Collectif Hydraulique de Gafsa.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président, qui prévient chaque membre, personnellement, au moins huit jours à l'avance.

Il peut valablement délibérer, si tous les membres ayant été convoqués, plus de la moitié des membres dont trois au moins des quatre représentants des associés (Directeur et membres du Comité de Direction) sont présents à la séance ou dûment représentés.

Au cas où ce quorum ne serait pas atteint le Président convoque à nouveau après huit jours au moins d'intervalle, les membres du Conseil d'Administration par lettre recommandée. La nouvelle délibération sera alors valable, quels que soient le nombre et la qualité de membres présents. Mention est faite des deux convocations sur le registre des délibérations.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents.

En cas de partage égal des suffrages, la voix du Président est prépondérante.

Les délibérations sont inscrites, par ordre de date, sur un registre coté et paraphé par le Président du Conseil d'Administration du Groupement d'Intérêt Hydraulique de Gafsa et sont signées par les membres présents à la séance; mention est faite des motifs qui auraient empêché certains d'entre eux de signer.

Tous les membres de l'Association ont le droit de prendre connaissance du registre des délibérations qui est déposé au siège de l'Association.

Il est dans les attributions du Conseil d'Administration :

- 1°) de dresser le budget de l'Association;
- 2°) d'établir les règlements régissant le fonctionnement intérieur de l'Association ;
- 3°) d'élaborer les programmes et projets de travaux neufs, de travaux complémentaires ou de grosses réparations;
- 4°) de prescrire les travaux d'entretien intéressant l'Association;
- 5°) d'approuver les marchés et adjudications en se conformant aux règles de la comptabilité publique;
- 6°) de tenir à jour les dossiers des cotisations et d'assurer le recouvrement des rôles de cotisations, par l'entremise du Trésorier du Groupement d'Intérêt Hydraulique de Gafsa
- 7°) d'approuver la gestion du Directeur dans le cadre des pouvoirs qui lui ont été donnés par le Conseil d'Administration;
- 8°) de nommer et de révoquer les agents de l'Association à l'exception des agents dont la désignation est précisée au présent décret;
- 9°) d'assurer la conservation des archives et des titres de propriété de l'Association ;
- 10°) d'administrer le patrimoine de l'Association;
- 11°) sous réserve de l'autorisation du Ministre de l'Agriculture de faire valoir les droits conférés à l'Association par l'article 16 du décret susvisé du 30 juillet 1936.

Article 9. — Président du Conseil d'Administration

Le Président du Conseil d'Administration passe les marchés et préside aux adjudications. Il ordonnance les dépenses.

Il représente l'Association vis à vis des tiers dans tous les actes intéressant la personnalité juridique de l'Association, tels que : ester en justice et sous réserve de l'approbation du Conseil d'Administration, acquérir, louer, transiger, emprunter, vendre, hypothéquer.

Il autorise, par délégation permanente du Conseil d'Administration, les concessions temporaires d'eau entre membres associés dans les conditions à déterminer par les règlements intérieurs.

Aucune cession d'eau ne peut être consentie en dehors des membres de l'Association.

Article 10. — Directeur

Le Directeur de l'Association est l'agent d'exécution des décisions du Conseil d'Administration de l'Association.

Ses pouvoirs sont fixés par le Conseil d'Administration.

En cas d'absence ou d'empêchement, il est suppléé par un des membres du Comité de Direction choisis dans l'ordre de leur désignation sur l'arrêté du Ministre de l'Agriculture qui nomme le Directeur et les membres du Comité de Direction.

Il est responsable de sa gestion vis à vis du Conseil d'Administration.

Article 11. — Secrétariat de l'Association

Les fonctions de Secrétaire du Conseil d'Administration de l'Association sont assurées par le Secrétaire Permanent du Groupement d'Intérêt Hydraulique de Gafsa.

TITRE III**ORGANISATION FINANCIERE DE L'ASSOCIATION****COMPTABILITE - ETABLISSEMENT DES ROLES DE COTISATIONS - BUDGET****Article 12. — Principe de gestion financière**

La gestion financière de l'Association est définie par les articles 10, 11B, 12, 17 et 21 du décret susvisé du 30 juillet 1936.

Article 13. — Trésorier

Les fonctions du trésorier de l'Association sont assurées par le Trésorier du Groupement d'Intérêt Hydraulique de Gafsa représentant au Ministère des Finances, au sein du Conseil d'Administration.

Le Trésorier de l'Association assure les encaissements en espèces et acquitte les dépenses régulièrement ordonnancées.

Article 14. — Fonds de réserve

Le budget de l'Association comportera un fonds de réserve destiné :

a) à financer les grosses réparations et les aménagements nouveaux qu'il serait nécessaire d'effectuer;

b) à compléter les recettes ordinaires de la première partie du budget, au cours des exercices, si le mauvais rendement des cultures diminue le produit des cotisations, de manière à permettre l'inscription au budget des dépenses ayant un caractère obligatoire;

c) à effectuer, le cas échéant, des remboursements anticipés à l'Etat.

Ce fonds de réserve est alimenté :

a) par prélèvement sur les recettes ordinaires;

b) par versement des excédents budgétaires non affectés aux études ou aux travaux;

c) par recettes spécialement affectées au fonds de réserve, par décision du Conseil d'Administration.

Le fonds de réserve est fixé au minimum à 20% du montant du budget annuel de l'Association.

Le Conseil d'Administration de l'Association peut demander au trésor public que les sommes affectées au fonds de réserve soient converties en titres productifs d'intérêts, convertibles sans délai.

En aucun cas, le fonds de réserve ne pourra excéder le double des sommes inscrites aux autres articles dans le budget annuel.

Article 15. — Etat nominatif - Mutation

Il est précisé que la taxation, de même que l'eau est attachée aux terrains définis à l'article 2 du présent décret.

Toute mutation de droit de propriété ou d'usage, sur la terre ou sur l'eau, devra être signalée, par écrit au Directeur de l'Association.

Avant le 1er janvier de chaque année, celui-ci fait constater les mutations survenues au cours de l'année précédente, et modifier, en conséquence, le plan parcellaire et l'état nominatif des propriétaires ou détenteurs de l'immeuble faisant partie de l'Association.

Ces deux documents seront déposés, pendant 15 jours, au siège social de l'Association. Ils seront portés à la connaissance des associés et de tous les intéressés par voie de publication et d'affichage. Un registre sera ouvert pour recevoir les observations éventuelles.

Article 16. — Cotisations - Prestations**a) Assiette de cotisation**

En plus de la participation à la constitution du fonds de réserve signalé à l'article 14 précédent, la cotisation annuelle comprend par hectare de terrain irrigué :

1°) une annuité de remboursement des avances consenties à l'Association et des installations qui lui seront remises.

2°) une taxe variable pour couvrir les frais de fonctionnement de l'Association et permettre l'entretien et les grosses réparations des ouvrages. Cette taxe sera fixée, chaque année, par le Conseil d'Administration du Groupement. Elle sera fonction de l'importance des travaux d'entretien et de grosses réparations à effectuer durant l'année.

b) Etablissement et recouvrement**des rôles de cotisations :**

Les rôles de cotisations sont établis le 1er décembre de chaque année par le Président du Conseil d'Administration de l'Association d'Intérêt Collectif. Les cotisations annuelles sont dues par les associés qui étaient propriétaires des parcelles avant cette date.

Les rôles sont tenus pendant 15 jours à la disposition des usagers au siège social de l'Association. Avant l'expiration de ce délai, les usagers formulent leurs réclamations par écrit et les adressent sous pli recommandé au Président du Groupement d'Intérêt Hydraulique de Gafsa qui les soumet, avec les rôles à l'approbation du Conseil d'Administration, et même temps que le projet de budget. Le Conseil d'Administration statue sur la suite à leur donner et décide, s'il y a lieu, de rectifier les rôles en tenant compte des réclamations ou de passer outre et de les soumettre à l'approbation de l'autorité supérieure.

Le recouvrement des cotisations s'effectuera dans les conditions fixées par l'article 12 du décret susvisé du 30 juillet 1936. Indépendamment de ces mesures, le service de l'eau sera suspendu à tout adhérent qui n'aura pas acquitté sa cotisation dans les délais voulus.

Le Conseil d'Administration de l'Association pourra autoriser certains associés, sur leur demande, à se libérer en partie de leurs cotisations par les moyens de prestation. Ces prestations donneront lieu à l'établissement de mandats de paiement calculés d'après la valeur du travail ou des fournitures dans la région, ordonnancés régulièrement par le Président de

l'Association et compensés avec la cotisation due par le soins du Trésorier de l'Association.

En outre, le règlement intérieur pourra fixer, pour chaque associé un minimum obligatoire de prestations annuelles.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 17. — Servitudes et obligations des usagers

Les propriétaires ou détenteurs d'immeubles devront réserver libre passage sur le terrain aux membres du Conseil d'Administration de l'Association, à ses fonctionnaires ou agents dans l'exercice de leurs fonctions ainsi qu'aux entrepreneurs ou ouvriers chargés de l'exécution des travaux.

Ils seront tenus de céder, gratuitement, le terrain nécessaire pour l'exécution des travaux approuvés et de laisser réserver les francs-bords sur une largeur de 3m, de long et de chaque côté des canaux primaires et de 2m de long de chaque côté des canaux secondaires de l'Association.

Ils devront procéder dans la traversée de leur propriété au nettoyage des installations afin de les maintenir dans un état constant de propreté et recevoir, sans indemnité, sur leur terrain les produits de curage.

Tous travaux ou installations destinés à l'utilisation et à l'évacuation de l'eau, dans chaque propriété, seront effectués par l'arrosant intéressé sous sa responsabilité et à ses frais.

Chaque année, en juin, une Commission de représentants du Ministère de l'Agriculture, accompagnée des intéressés, fera une tournée dans le périmètre de l'Association en vue de définir les travaux d'entretien à réaliser par ceux-ci. En cas de défaillance, et si ces travaux ne sont pas effectués au 1er septembre, ils seront exécutés par l'Administration à la charge de l'Association et, éventuellement, des propriétaires.

Les sommes restant à la charge des propriétaires seront ajoutées à la cotisation habituelle, et exigibles dans les mêmes conditions.

Art. 18. — Sont applicables à la présente Association d'Intérêt Collectif :

a). — Les dispositions prévues au décret susvisé du 30 juillet 1936 ;

b). — Les dispositions prévues aux décrets du 24 mai 1921 et du 5 août 1933 dans la mesure où elles ne sont pas contraires au décret du 30 juillet 1936.

Art. 19. — Les Ministres des Finances et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 27 mars 1973

P. le Président de la République Tunisienne
et par délégation,
Le Premier Ministre
HEDI NOUIRA

Décret n° 73-133 du 27 mars 1973, portant constitution et organisation de l'Association d'Intérêt Collectif de Lala.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne;

Vu le décret du 5 août 1933, portant règlement sur la conservation et l'utilisation des eaux du Domaine Public, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 30 juillet 1936, portant organisation des Groupements d'Intérêt Hydraulique, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu la loi n° 61-12 du 27 mai 1961, portant fixation, pour les budgets des Communes et organismes assimilés, de la date d'ouverture de l'exercice financier et de sa période complémentaire, et notamment son article 5;

Vu le décret n° 67-52 du 16 février 1967, portant réorganisation du Groupement d'Intérêt Hydraulique de Gafsa;

Vu le décret n° 63-23 du 21 janvier 1963, relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à l'Agriculture concernant les Groupements d'Intérêt Hydraulique, les Syndicats d'Arrosage et les Associations Spéciales;

Vu la demande de constitution formulée par les propriétaires de Lala;

Vu l'avis des Ministres des Finances et de l'Agriculture;

Décrétons :

TITRE PREMIER

DEFINITION ET OBJET DE L'ASSOCIATION

D'INTERET COLLECTIF DE LALA

Article Premier. — Création de l'Association

Il est créé une Association d'Intérêt Collectif à Lala dénommée « Association d'Intérêt Collectif de Lala ».

Cette Association sera administrativement rattachée au Groupement d'Intérêt Hydraulique de Gafsa réorganisé par décret n° 67-52 du 16 février 1967.

Article 2. — Définition des Associés

Font partie de l'Association, tous les propriétaires ou détenteurs d'immeubles de la région de Lala situés à l'intérieur du périmètre défini par le plan parcellaire annexé au présent décret et qui sont intéressés à un titre quelconque par les travaux définis à l'article 4.

La qualité d'associé ainsi que les obligations qui découlent de la formation de l'Association sont attachés aux immeubles légalement reconnus et non à la personne du propriétaire ou détenteur. Elles suivent l'immeuble dans quelques mains qu'il passe et ne peuvent disparaître que par la dissolution de l'Association.

Le projet de constitution de l'Association a été soumis à l'enquête de 30 jours prévue par l'article 44 du décret du 5 août 1933. Cette enquête entraîne vis à vis des propriétaires ou détenteurs des immeubles inclus dans le périmètre de l'Association, les obligations, droits et forclusions visés aux articles 50 et 51 du décret du 5 août 1933.

Après expiration du délai de deux mois qui suivra la publication au *Journal Officiel de la République Tunisienne*, du présent décret, aucun des propriétaires des immeubles compris dans le périmètre de l'Association ne pourra contester sa qualité d'associé.

Article 3. — Objet de l'Association

L'Association d'Intérêt Collectif de Lala a pour objet :

1°) de prendre en charge les ouvrages de captage et d'adduction énumérés à l'article 4.

2°) de créer de nouveaux ouvrages en complément des ouvrages précédents.

3°) d'étudier et de réaliser tous travaux hydrauliques d'intérêt privé collectif qui peuvent être envisagés pour mettre en valeur les terrains compris à l'intérieur du périmètre de l'Association.

4°) d'entretenir les ouvrages ci-dessus et, en général, de les maintenir en état de jouer le rôle qui leur a été dévolu, d'assurer leur bon fonctionnement et de prévoir leur renouvellement.

5°) de rembourser à l'Etat le montant exact des avances consenties par celui-ci à l'occasion des travaux ou ouvrages remis à l'Association.

Le remboursement sera effectué dans les conditions acceptées par l'Association, soit en 25 annuités sans intérêt. Chaque annuité fera l'objet d'une inscription obligatoire, en dépenses, au budget de l'Association, le ver-